

2 avril 1981 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Discours de M. Valéry Giscard d'Estaing aux animateurs des comités de soutien de la campagne présidentielle, Paris, Palais des Congrès, jeudi 2 avril 1981.

Mes chers amis, je suis venu pour cette séance de travail, avec vous, qui est destinée à vous présenter les propositions que je compte défendre au-cours de cette campagne, mes 10 propositions pour la France.

- C'est une séance de travail, puisque ces propositions, je ne compte pas les défendre seul, mais les défendre avec vous, que vous soyez parlementaires, que vous soyez animateurs de comités de soutien, vous toutes et tous qui allez vivre avec moi les semaines à venir de cette campagne.

- C'est donc une séance de travail, c'est pourquoi je vous parle d'ici même, de la table, au lieu de m'adresser à vous d'une tribune, au milieu de celles et de ceux qui participent à l'animation et à l'organisation de cette campagne.

- Cette réunion aura deux parties : une première partie, où je vais vous exposer ces propositions pour la France et ensuite, une réunion à huis clos pour examiner certains problèmes d'organisation, de méthode de cette campagne.

- Je vous remercie d'être venus de vos différentes circonscriptions, de vos différents comités de soutien, certains très éloignés, en France métropolitaine ou insulaire. Je croyais, Monique PELLETIER, que cela avait lieu dans une petite salle du sous-sol.. et je comptais venir à une réunion intimiste ! Je dois dire que le -cadre dépasse quelque peu cette prévision.

- Alors, cette campagne ? Vous savez que, lorsque j'ai annoncé ma candidature, j'ai dit que je souhaitais que cette campagne soit une chance pour la France, c'est-à-dire que je souhaitais que le plus grand débat démocratique de notre pays, le débat où des millions et même, cette fois-ci, des dizaines de millions de Françaises et de Français, vont fixer l'avenir de leur pays, je souhaitais que ce débat soit une chance pour la France et je souhaite donc que vous, qui animez les comités de soutien, vous lui donniez ce caractère.

- Avant de vous présenter mes propositions, je vous rappelle qu'il y a exactement sept ans nous apprenions brusquement le décès du Président de la République, le Président POMPIDOU.

C'était le 2 avril 1974. Je vous demande avant d'ouvrir cette séance, de vous associer avec moi, qui ai été son ministre, à son souvenir, en observant une minute de silence.\

Cette campagne, vous savez que je la dédie à la jeunesse et à la préparation de l'avenir.

Pourquoi ce choix ? C'est parce que, vivant dans un monde en crise, j'ai senti, comme chacune et chacun d'entre vous, au-cours des dernières années, au-cours des derniers mois, les inquiétudes des Français pour l'avenir et j'ai pensé qu'il fallait aller directement à la rencontre de leurs inquiétudes, qu'il ne fallait donc pas leur présenter une campagne qui soit centrée sur le présent, mais au contraire qui soit centrée sur l'avenir. L'avenir, il est représenté, pour la France, par sa jeunesse.

- Il se trouve que, parmi les problèmes les plus difficiles qui se posent à nous à l'heure actuelle, il y a des problèmes qui se posent directement à la jeunesse, et notamment le problème de son emploi, présent et futur. C'est donc la raison du choix de ce thème central d'une campagne dédiée à la jeunesse et à la préparation de l'avenir.

- Naturellement, Monique PELLETIER, vous vous souvenez que dans la campagne de 1974, avec ceux qui m'accompagnaient à l'époque - et dont je retrouve certains devant moi - j'avais mis l'accent sur la transformation de la situation des personnes âgées et sur l'entrée des femmes dans les plaines de responsabilité de la société française. Aucun de ces deux objectifs ne doit être

dans les premières responsabilités de la société française. Aucun de ces deux objectifs ne doit être oublié et, bien entendu, l'effort en ce qui concerne les personnes âgées sera poursuivi, bien entendu également le rôle des femmes - mais il y a aussi des femmes parmi les jeunes - continuera à se développer dans la société française. Mais l'accent sera mis sur la jeunesse et la préparation de l'avenir.\

Cette campagne, elle se déroule dans un monde en crise - crise économique et sociale depuis sept ans, menaces politiques, renouveau des tensions dans le monde et même en Europe - et tout acte de la vie collective d'un grand peuple comme le nôtre doit tenir compte de la situation générale du moment. Cette situation de monde en crise nous dicte notre langage. C'est pourquoi je considère que le seul langage possible est celui de la clarté, est celui de la responsabilité.

Clarté, parce que face à des échéances ou des réalités dont chacun mesure ou perçoit la difficulté, comment voulez-vous qu'un peuple trouve sa réponse si les solutions qu'on lui indique sont des solutions ambiguës, confuses ou floues ? C'est pourquoi, première règle : la clarté.

Parfois, la clarté dérange. Eh bien ! J'accepte, au cours de cette campagne, que s'il le faut la clarté dérange ! Il faut dire les choses simplement, il faut répondre à toutes les questions comme je le ferai. Responsabilité, parce que la situation de crise appelle, en réalité, toutes les Françaises et tous les Français, dans leurs foyers où ils font leurs comptes, dans les entreprises où ils organisent la vie et, parfois, la survie de ces entreprises, à tenir vis-à-vis d'eux-mêmes un langage de responsabilité, et ce serait, je crois, les décevoir profondément que de leur tenir un langage qui ne leur apparaîtrait pas comme un langage sérieux et responsable. Donc, langage de la clarté et de la responsabilité.\

Maintenant, les 10 propositions pour la France. Ces propositions vous seront transmises par la voie de la parfaite organisation de la rue Marignan - j'exprime là un vœu, bien entendu - de façon à ce que vous les receviez individuellement et à ce qu'en même temps elles puissent figurer dans vos comités de soutien.

- Dans ces propositions, je distingue ce qu'il faut maintenir pour la France et ce qu'il faut accomplir en France. Ces propositions, je vais vous les commenter £ peut-être, au cours de la campagne, serons-nous amenés à les préciser ou à les adapter, parce qu'une campagne, c'est une réalité vivante, ce n'est pas une réalité qui est figée dès le départ. Vous, qui conduisez des campagnes sur-le-plan local, sur-le-plan de vos circonscriptions, vous savez très bien qu'on voit apparaître, qu'on voit surgir des réalités nouvelles dans les campagnes.

- Donc, voici ces propositions, en sachant que certaines d'entre elles devront être précisées ou adaptées.

- Ce qu'il faut maintenir. J'ai retenu quatre grands objectifs :

- d'abord, préserver les libertés.

- Nous appartenons, les uns et les autres, à la famille politique du pays qui est le plus attaché à la liberté dans le monde et il faut donc maintenir nos libertés à l'intérieur, maintenir les libertés dans le monde, en accord avec les amis de la liberté.

- Je souhaite donc que dans cette campagne, à un moment où tel ou tel pays du monde, tel ou tel pays d'Europe, ami de la France, essaye d'agrandir ou de conquérir ses libertés, nous ressentions profondément la priorité que nous devons donner à la préservation des libertés en France.\

Ensuite, garantir la sécurité intérieure et extérieure. Nous sommes devenus, après avoir été longtemps un pays guerrier, un pays pacifique. La France n'est une menace pour personne dans le monde et les Français aspirent à l'organisation d'une vie paisible dans leur propre pays. Mais, nous recevons les flots de la violence, soit les flots de la violence secrétée à l'intérieur par les troubles qu'a apportés l'évolution trop rapide de certaines structures ou de certaines conditions de vie, soit les flots de la violence apportée de l'extérieur par toutes les forces de la violence, du fanatisme ou de l'impérialisme qui s'expriment dans le monde.

- Nous devons garantir la sécurité intérieure et extérieure. Vous savez d'ailleurs combien vous y êtes attachés individuellement et combien les Gouvernements successifs, par l'action de leur ministre de l'intérieur, par l'action de leur ministre de la justice, se sont efforcés de garantir cette sécurité intérieure. C'est une des données essentielles que nous devons préserver en France.

- La sécurité extérieure. Je peux en parler d'autant plus facilement que nous sommes devenus un pays pacifique, qui n'a aucune revendication territoriale vis-à-vis de personne, qui ne cherche à imposer sa domination ou son impérialisme à aucun Etat dans le monde et, donc, lorsque nous parlons de notre sécurité, c'est une sécurité pour la paix.

- Mais encore faut-il que la France se voie garantir cette sécurité. Elle a accompli un effort considérable au-cours des sept dernières années pour se donner les moyens de cette sécurité - les hommes et les moyens - les hommes qui servent dans notre défense, les moyens que la collectivité a mis à leur disposition pour qu'ils soient à même d'assurer notre sécurité. Cet effort pour maintenir la sécurité intérieure et extérieure de la France sera poursuivi.\

Troisième objectif : défendre la paix et la place de la France dans le monde. Défendre la paix. Je reprends ce thème, cette action qui est pour moi au centre de beaucoup de réflexions sur l'histoire de notre pays.

- Notre pays a été ravagé, éprouvé, mutilé par les guerres et nous devons, pour lui, je dirai pour la survie de la France, pour l'avenir de tout ce que peut représenter notre pays, lutter sans cesse pour la paix.

- Or, la paix, ce n'est jamais acquis. On imagine parfois qu'il suffirait de ne rien faire, ou qu'il suffirait de rester chez soi, ou qu'il suffirait de n'avoir de relations avec personne, ou qu'il suffirait de ne connaître le point de vue d'aucun des dirigeants du monde, pour que la paix s'établisse d'elle-même. Est-ce que c'est vraiment ce que nous avons observé dans le monde, au-cours des dernières années ? est-ce que nous avons vu que l'absence de contacts, l'absence de dialogue, l'absence de rencontres suffirait, à elle seule, à garantir la paix ?

- Ce n'est pas du tout l'enseignement, ni de l'histoire, ni des événements récents. C'est pourquoi il faut lutter pour la paix. Je crois qu'il est important que le Président de la République française, présent ou futur, apparaisse dans le monde comme un des hommes qui luttent pour la défense de la paix. Je continuerai donc à le faire.\

Enfin, la place de la France dans le monde.

- Je souhaite - on vous le dira d'ailleurs au-cours de cette campagne, que les Français ne se déterminent pas ou peu à-partir de considérations de politique extérieure... est-ce certain ?.. Dans des élections locales, certainement - on le comprend d'ailleurs très bien - mais dans les grandes élections nationales, est-ce qu'ils ne se préoccupent pas de savoir qui les représente et comment ? Est-ce que, lorsqu'ils regardent les rencontres internationales sur les écrans de la télévision, ils ne veulent pas savoir comment on parle au nom de la France et quelle image on donne d'eux ?

- Je me suis efforcé, au-cours des sept dernières années, avec les ministres qui représentaient la France à l'extérieur ou qui participaient aux délibérations internationales, avec Anne-Aymone qui m'accompagnait dans les voyages, de donner une certaine image de la France... Je crois que cette image doit être celle de la présence de la France, relayée d'ailleurs par les Français de l'étranger, cela doit être celle de la capacité de la France qui doit apparaître comme un pays présent dans les grandes discussions £ c'est pour cela que nous sommes revenus dans un certain nombre de grandes discussions internationales et notamment, vous le savez, les discussions sur le désarmement £ ce doit être aussi l'image d'une France généreuse et vous vous souvenez que c'est moi qui ai lancé en 1975 le dialogue Nord-Sud, qui est devenu un des grands thèmes de réflexion ou de discussion dans le monde. Lorsque les pays en voie de développement se rencontrent à l'heure actuelle, lorsque leurs dirigeants mettent des questions à l'ordre du jour, ils parlent tous du dialogue Nord-Sud qui est une initiative et une idée françaises !

- Donc, une France présente, capable, mais aussi généreuse et fraternelle.\

Enfin, ce qu'il faut maintenir, ce sont les institutions de la Vème République définies par le Général de GAULLE. Je vous dirai que dans les premières perspectives, je n'avais pas retenu cet objectif, parce que je pensais qu'il allait de soi, et puis je vois se dérouler les premières phases de la campagne nationale et je m'aperçois qu'ouvertement ou incidieusement on va suggérer aux Français de s'éloigner du jeu normal des institutions de la Vème République pour revenir, pas à pas, en arrière et donc, dans cette campagne, j'entends maintenir les institutions de la Vème République telles qu'elles ont été définies en 1958 et en 1962.

- Je vous rappelle que ces institutions sont des institutions républicaines, c'est-à-dire qu'elles reposent sur le suffrage et qu'elles reposent ensuite sur le respect d'un certain nombre de principes et, notamment, un de ces principes, c'est que le Gouvernement de la Vème République doit à tout instant être contrôlé par l'existence d'un Parlement qui soit en place et qui ait la possibilité, s'il décide ainsi, de mettre fin à ses fonctions. Ce n'est pas parce que la majorité n'a pas voté, au-cours des dernières années, de motion de censure, parce qu'elle a estimé qu'elle n'avait pas à censurer le Gouvernement, qu'il faut oublier, ce n'est pas pour cela qu'il faut oublier qu'elle en avait à tout instant le pouvoir, et que dans toutes les procédures, même les procédures de situation de crise ou d'exception en France, il est prévu dans notre constitution que le Parlement doit être présent, que le Parlement doit siéger et donc je n'imagine pas un Gouvernement de la France qui serait conduit de manière intérimaire ou par décret en l'absence de tout contrôle parlementaire, c'est-à-dire de la possibilité pour le Parlement, régulièrement élu, d'y mettre fin s'il estime que c'est conforme à l'intérêt de la Nation. Dans les thèmes que je vous demande de retenir dans vos comités de soutien, il y a le maintien des institutions de la Vème République et vous trouverez là, autour de vous, dans toutes les catégories du peuple français sans exception un large écho et un profond soutien.\

Et maintenant, ce qu'il faut accomplir. Le catalogue de ce qu'il faut accomplir est considérable et il est difficile de fixer 6 objectifs, il faut en tout cas retenir ceux qui sont prioritaires en sachant qu'ils n'excluent aucun des autres et que dans la campagne nous serons amenés à préciser un certain nombre de points s'ajoutant à ceux-ci. J'ai retenu, à l'heure actuelle, les 6 objectifs suivants pour ce que nous devons accomplir.

- D'abord, assurer l'emploi, notamment l'emploi des jeunes... J'en ai fait, vous le savez, l'engagement central de ma campagne. J'y réfléchis depuis longtemps et le plan que j'ai préparé, plan qui a été présenté à la fin de la semaine dernière, qui a fait l'objet ensuite de discussions et de réponses à la télévision, est un plan qu'il m'a fallu plusieurs semaines de travail pour mettre au point. C'est un plan qui, d'ailleurs, a été préparé par l'action du Gouvernement, ce n'est pas un plan qui jaillit soudainement en période électorale, et notamment par l'action courageuse, persévérante, désintéressée et compétente du Premier ministre `Raymond BARRE` qui a établi, avec les membres du Gouvernement qu'il dirige, les fondations sur lesquelles nous pouvons progresser en-matière d'activité économique et d'emploi.\

Pourquoi ai-je dit : assurer par priorité l'emploi des jeunes ?

- Nous savons bien, vous savez bien dans vos villes et dans vos départements qu'il y a aussi un problème d'emploi pour les adultes, c'est pour la raison suivante, c'est que s'il n'y avait pas eu, au-cours des sept dernières années, l'arrivée des jeunes sur le marché de l'emploi, nous aurions été dans une situation voisine du plein emploi. Les créations d'emploi en France, qui ont été, vous le savez, de-l'ordre de 700000 si l'on compte l'ensemble des activités françaises au-cours de la période, auraient assuré l'équilibre du marché du travail, mais il est arrivé au-cours de cette période, tous les ans, entre 230000 et 250000 jeunes de plus qui sont venus à la recherche d'un emploi et si la France a pu créer le nombre d'emplois qui aurait assuré l'équilibre du marché du travail pour sa population existante, elle n'a pas pu, en temps de crise, en créer suffisamment pour proposer un emploi à tous ceux qui le demandaient et à tous les jeunes qui arrivaient sur le marché du travail.

- Donc, quand je dis : assurer l'emploi des jeunes, je veux dire rétablir une situation dans laquelle la création d'emploi normale dans l'activité économique de la France permettra de résoudre le problème de l'emploi des adultes et, par conséquent, il s'agit d'une création d'emplois supplémentaires, additionnels pour les jeunes, que j'évalue, vous l'avez vu, à un ordre de grandeur de un million d'ici 1985.

- Cet ordre de grandeur peut paraître élevé, mais réfléchissez que dans les Pactes pour l'emploi qui ont eu lieu depuis 1977, on a réussi en fait à placer en France un chiffre compris entre 1800000 et 2 millions de demandeurs d'emploi au-titre de ces pactes pour l'emploi, et donc proposer un ordre de grandeur de un million de créations d'emplois supplémentaires pour les jeunes, c'est un ordre de grandeur de ce que la France est capable de faire. Par conséquent, autour de vous, vous pouvez expliquer que c'est un ordre de grandeur réaliste.\

autour de vous, vous pouvez expliquer que c'est un ordre de grandeur réaliste.\

Je ne reprendrai pas les différents points de ce programme, de ce plan pour l'emploi & je vous demande néanmoins de les étudier, de les lire ligne par ligne, car ce qui est très frappant à l'heure actuelle quand j'écoute les commentaires qu'on fait sur cette campagne, c'est que je ne trouve pas que ces commentaires reflètent toujours ce que j'observe moi-même dans le début de mes réunions et qui est que les Français abordent cette campagne avec une très grande réflexion, et alors qu'au début on avait l'impression que l'on pouvait promettre... annoncer un peu n'importe quoi et espérer un écho, on s'aperçoit à l'heure actuelle qu'il n'y a que les affirmations sérieuses, que les affirmations vérifiables qui suscitent un intérêt dans l'opinion française. Or, tel est le plan pour l'emploi des jeunes que j'ai proposé, le seul plan complet, systématique, chiffré et vérifiable.

- Je vous demande donc de l'étudier et de le discuter, de le faire connaître autour de vous.

Premier objectif donc, assurer l'emploi.\

Deuxième objectif : améliorer l'éducation, la formation professionnelle, la recherche scientifique, de façon à ce que l'avenir de la France passe par la qualité des Français. Je veux, par là, répondre au scepticisme des Français sur leurs chances d'avenir. Il y a, dans le subconscient collectif de notre peuple, à l'heure actuelle, une grande inquiétude, et c'est cette inquiétude d'ailleurs qu'on a vu monter à la surface au-cours des mois de l'automne quand vous avez vu les sondages changer complètement de -nature, de caractère. Ce n'était pas que le jugement sur les hommes était modifié, il n'avait pas de raison de l'être en quelques semaines, c'était qu'à la suite des chocs économiques successifs, des déceptions rencontrées dans la lutte contre certains problèmes, l'emploi, l'inflation, il s'était créé dans le subconscient collectif du peuple français un certain découragement vis-à-vis de l'avenir et il faut montrer au-cours de cette campagne que la France est un des rares pays du monde qui a, en réalité, de grandes chances pour l'avenir, parce qu'on peut compter sur les doigts d'une seule main les pays qui vont aborder la nouvelle révolution industrielle avec des chances de gagner.

- Qu'y a-t-il ? Il y a, nous dit-on, les Japonais, il y a les Américains avec leurs immenses ressources, il y a les Allemands fédéraux, en-raison de leurs qualités de travail, et malgré la crise actuellement plus sévère que la notre qu'ils traversent, il y a les Français, et peut-être tel ou tel autre & les doigts d'une seule main. Mais cela suppose que nous améliorions systématiquement les chances des Françaises et des Français par l'éducation, la formation professionnelle, la recherche scientifique.

- Nous étions, il y a quelques années, un pays qui laissait arriver à l'âge du travail près de un tiers de sa jeunesse sans formation professionnelle. Comme voulez-vous imaginer qu'à ce moment-là la France puisse l'emporter sur les pays qui sont à la pointe de la technique ou de la technologie dans le monde ? Près de un tiers de notre jeunesse commençait son travail sans formation professionnelle !

- Nous avons donc un immense effort à faire, qui a déjà été entrepris par le Gouvernement depuis trois ou quatre ans, mais que nous devons développer.

- Pour la recherche scientifique, je voudrais que la France retrouve le rang qui a été le sien deux ou trois fois dans son histoire, au lendemain de la Révolution, un certain moment, dans la deuxième moitié du XIXème siècle où la science mondiale était largement française & nous savons très bien que ce qui va se développer, ce sont les activités qui seront soutenues, préparées, par la connaissance et par le savoir, la France doit reprendre la tête de la recherche scientifique dans le monde.\

Le point suivant, c'est d'assurer l'indépendance énergétique de la France.

- S'il y a dans le monde, à l'heure actuelle, une singularité qui met la France à part, et à part de tous les pays, c'est qu'elle est la seule à avoir entrepris courageusement malgré les craintes, un grand effort national pour assurer son indépendance énergétique.

- Ceux qui regardent de l'extérieur la campagne électorale en France et qui entendent certains propos doivent être frappés de stupeur, parce que je dois dire que j'ai eu l'occasion d'entendre les jugements d'un certain nombre de chefs d'Etat, d'un certain nombre de chefs de gouvernements européens sur ce que la France a fait ou est en-train de faire à cet égard. Il n'y a

de réunions internationales - je vous prends à témoin, messieurs qui participez à celles-ci - où la France ne soit citée en exemple.

- En effet, cette indépendance énergétique, nous commençons à en recueillir les premiers résultats. Vous savez - les techniciens le savent - qu'en réalité, si nous avons pu éviter, pour la première fois depuis très longtemps, une hausse de l'électricité au début de l'année, c'est en raison du gain qu'a représenté pour nous et pour Electricité de France `EDF` l'entrée en service de nos centrales nucléaires en 1980. Et nous allons, d'ici 1985, arriver progressivement à nous dégager de cette emprise qui faisait que la France souffrait et d'ailleurs était humiliée, de voir son approvisionnement lui être dicté ou compté de l'extérieur. En 1990, nous devrions obtenir la pleine indépendance énergétique de la France.\

Le point suivant concerne l'activité économique, industrielle, commerciale et artisanale, et agricole.

- Deux objectifs :

- D'abord, rendre les entreprises compétitives. Quand je dis "entreprises", je veux dire toutes les entreprises, les grandes, les moyennes, les petites, celles qui ont un caractère collectif, celles qui ont un caractère individuel, les rendre compétitives par la limitation de leurs charges et par l'allègement des contraintes.

- Cette limitation de leurs charges, elle ne peut résulter bien entendu que d'un effort commun pour freiner la dépense, et c'est l'ancien ministre des finances qui vous parle. Chaque fois que l'on dit à la fois ou successivement : "on va limiter les charges des entreprises", dans la réunion du matin, "on va augmenter les dépenses de l'Etat", dans la réunion de l'après-midi, il y a une contradiction que chacun est capable de dénouer. Nous ne pouvons limiter les charges des entreprises que par la limitation des dépenses, et c'est pour cela que nous devons continuer à être très attentifs, comme d'ailleurs les Gouvernements l'ont été, comme d'ailleurs le Parlement qui a voté successivement les budgets l'a été lui-même, à contenir la croissance des dépenses publiques dans les limites strictement nécessaires pour répondre aux besoins collectifs de la nation. Il faut faire un grand effort d'économie et de limitation des dépenses, afin de limiter les charges qui pèsent trop lourd sur les forces productrices de notre pays.

- Il faut également alléger les contraintes. J'ai pris, pour conduire la réflexion sur ma campagne, l'ancien ministre des simplifications administratives.

- Ce n'est pas tout à fait un hasard. C'est parce que je pense, parce que je souhaite qu'il introduise, dans ce qui sera proposé aux Français, une volonté de simplification et d'allègement des contraintes. Mais il faut savoir qu'il faut alors lutter contre beaucoup de monde, parce qu'il y a hélas, à tous les échelons de notre société, des étages existants ou à venir qui ne peuvent se donner un sens, qui ne peuvent fonctionner que s'ils accroissent en réalité les contraintes, les formalités, les complications les interventions de toute -nature. Il faut débroussailler, il faut dépaperasser, en réalité, très largement la société française.\

Il faut aussi développer l'agriculture en assurant son revenu.

- Nous sommes ici dans une grande ville, dans une grande agglomération, mais vous êtes venus de vos différents comités de soutien des régions. Regardez comme l'agriculture est, à l'heure actuelle, nécessaire à la France. Je sais que les agriculteurs ont été perburbés l'année dernière par le fait que, pour garantir leurs revenus, il a fallu leur apporter des -concours budgétaires, et ils ont pensé que ceux-ci, à nouveau, les présentaient, vis-à-vis de la collectivité nationale, dans une situation d'infériorité. Ils préfèrent - et je vais y venir - que leurs revenus soient assurés par la vente de leurs produits à leur juste prix. Mais si nous avons apporté ce -concours, il ne faut pas croire qu'il n'y a que les agriculteurs qui bénéficient de la solidarité nationale. Comparez le montant de l'aide au revenu agricole de 1980 au montant que la collectivité a apporté à-juste-titre aussi, par exemple au maintien de nos mines de charbon ou à ce que représente l'équilibre de nos grandes sociétés de transport. Donc, il n'y a aucune raison que la collectivité française traite plus mal sa force productrice agricole qu'elle ne traite en fait les autres forces productrices.\

Le rôle de l'agriculture : j'ai vu hier les statistiques sur la balance de nos échanges, pour les deux premiers mois de l'année. Le solde du commerce extérieur français agricole a plus que doublé

pour janvier et février 1981, par-rapport à janvier et février 1980, plus de 4 milliards d'excédent en deux mois, -grâce à la capacité de travail de nos agriculteurs. Et si nous avons pu répondre hier aux besoins alimentaires de la Pologne, c'est parce que nous avons une production céréalière suffisante et organisée, nous permettant de livrer en quelques semaines plusieurs millions de quintaux. Voilà ce que l'agriculture représente pour la France.

- Je vous parle des objectifs. Vous aurez, dans l'actualité, à commenter l'accord intervenu cette nuit à Bruxelles. J'attends, bien entendu, le rapport du ministre de l'agriculture `Pierre MEHAIGNERIE`. Cet accord doit être interprété par la France comme indiquant la volonté de faire évoluer les prix agricoles en 1981 comme évolueront les prix des biens et des coûts de l'agriculture.

- Le problème de l'agriculture de 1980 a été que les charges de l'agriculture ont augmenté beaucoup plus vite que ses prix de vente. Le niveau qui est prévu par Bruxelles, à l'heure actuelle, est comparable à ce que sera sans doute l'évolution des charges de l'agriculture en 1981, mais si tel n'était pas le cas, des dispositions seraient prises pour assurer le parallélisme des deux, des dispositions qui ne prendraient pas la forme d'une aide budgétaire, mais d'autres formes que les agriculteurs connaissent et qui permettent, à ce moment-là, de compléter le niveau des prix agricoles.\

Le neuvième point, c'est de renforcer la solidarité et la justice en réduisant les inégalités excessives. Il y a dans l'action des hommes publics, deux formes d'approbation. Il y a parfois l'applaudissement, et je vous remercie des vôtres. Il y a parfois le silence de la part de ceux qui seraient tout prêts à la critique.

- C'est la première fois, et je l'observe, qu'on aborde une grande campagne nationale en France sans que le Gouvernement, le Président de la République soient accusés et puissent être accusés d'avoir laissé s'accroître les inégalités en France. tous les Français savent que, depuis 1974, et à la différence de la période précédente qui était pourtant celle de l'abondance, celle de la facilité, nous avons commencé à réduire sensiblement les inégalités en France.

- Tout cela fait que pour un grand groupe essentiel de la société française, les personnes âgées, le revenu a progressé beaucoup plus vite que la moyenne nationale, 65 % de gain de pouvoir d'achat en 7 ans, alors que le pouvoir d'achat des Français progressait d'environ 22 %.

- Si l'on prend les travailleurs de condition modeste, les travailleurs au SMIC, alors que l'explosion de 1968 était dûe, en période de prospérité, au retard pris par le SMIC sur les salaires moyens, dans la période de crise que nous avons traversée, le SMIC a progressé plus vite que les salaires moyens vous le savez.

- Enfin, la fiscalité, tous les ans, tout en assurant bien entendu un effort de modération du prélèvement fiscal, a contribué à resserrer aux deux bouts les inégalités excessives de la société française. Et je prends des groupes très nombreux qui ne sont pas dans les enjeux électoraux, mais qui représentent peut-être les inégalités les plus cruelles, je pense aux handicapés pour lesquels l'effort national était très faible en 1974 et qui ont vu voter la loi-cadre en 1975. Nous avons maintenant, vous le savez, une législation exemplaire d'aide aux handicapés en France.\ Cette action sera poursuivie avec une considération particulière des situations qui ont pu se créer pour des groupes qui n'étaient pas directement concernés par le resserrement des inégalités et je pense, en-particulier, aux cadres moyens, aux employés, à la maîtrise. Je vous demande d'ailleurs d'étudier leur situation dans vos comités de soutien, avec les représentants de ces catégories très vivantes et très utiles à la vie de la société et de l'économie française, car ce qui s'est passé pour ces catégories, c'est qu'elles n'ont pas été directement concernées par la réduction des inégalités - mais elles ont vu que les catégories qui avaient des rémunérations plus faibles qu'elles progressaient plus vite - elles ont vu, sans doute, les catégories qui avaient les revenus les plus élevés progresser moins vite - mais ceci n'a pas affecté leur propre situation - et par contre, progressivement, l'introduction d'un certain nombre de règles - plafond de ressources pour certaines allocations, limitation du revenu pour accéder à certaines aides, par exemple en-matière de logement - a donné à ces catégories, qui se trouvaient au centre, au milieu, le sentiment que leurs facilités dans la vie française étaient rognées sur les deux ailes.

C'est pourquoi nous devons réexaminer la situation de ces catégories moyennes de façon à leur

- C'est pourquoi nous devons reexaminer la situation de ces catégories moyennes, de façon à voir si les seuils, si les plafonds, ne doivent pas être réétudiés dans certains cas, supprimés dans d'autres, afin qu'elles puissent avoir accès plus largement au progrès des institutions sociales de la France.\

Mon dernier point, c'est de rendre les Françaises et les Français propriétaires de la France, propriétaires individuels par l'accession à la propriété du logement et par la participation à la vie de l'entreprise.

- Je crois qu'une société ne peut vraiment vivre heureuse que si sa loi générale est une loi qui s'applique à tous ses membres. En fait, dans la société actuelle, vous avez deux approches : vous avez l'approche marxiste collectiviste, et vous avez l'approche libérale.

- L'approche marxiste collectiviste consiste à dire : les biens de la société ne doivent pas appartenir aux individus, ils doivent appartenir à la collectivité. On voit d'ailleurs où cela a conduit l'économie de certains pays et je pense, en particulier, à l'économie polonaise, dont le trouble profond est bien antérieur aux événements de l'été dernier, événements qui n'ont été que le reflet de l'échec des structures économiques et sociales du pays.

- Donc, il y a, d'un côté, le collectivisme. Les Français ont dit, en 1978, de la façon la plus claire, qu'ils n'en voulaient pas. Ils rediront en 1981, de la façon la plus claire, qu'ils n'en veulent pas.

- Mais alors, il faut que la loi de notre société de liberté soit une loi commune pour toutes les Françaises et les Français, que ce ne soit pas une loi réservée à certaines catégories privilégiées ou favorisées. J'avais le sentiment que, dans la société française de la première moitié de ce siècle, il y avait des groupes très nombreux qui se sentaient exclus de la loi commune ou rejetés de la loi commune.

- Il était impossible à une famille ouvrière, impossible, payée au SMIG ou au voisinage du SMIG, d'accéder à la propriété de son logement. C'était impossible, et donc elle était en quelque sorte rejetée de la règle commune de la société. De même on disait : mais les entreprises appartiennent aux individus par le biais de l'actionnariat. Mais vous savez très bien que l'actionnariat en France, c'était un million de personnes, sur une population de 53700000 de Français.

- Donc il faut que les Français sentent qu'ils vont devenir individuellement propriétaires de la France, et la réforme qui a été faite en matière de logement a exactement ce résultat puisque vous savez qu'à l'heure actuelle, dans la construction de maisons individuelles aidées par l'Etat, les deux tiers des maisons qui sont construites le sont par des ménages d'ouvriers ou d'employés.

- Il faut rendre les Français propriétaires de la France.\

Voilà les dix points, et je termine par un objectif, un objectif central, qui est l'unité de la France. L'unité de la France, je l'observe depuis sept ans, et j'ai vu la difficulté qu'il y avait à progresser vers l'unité. Nous avons progressé vers l'unité. Le débat politique n'est plus en France en 1981 ce qu'il était en 1974. Mais nous sommes encore très loin de l'unité, et j'ai cherché les causes profondes, parce que les rivalités de personnes et les querelles d'états-majors, tout cela ne plonge pas ses racines très profondes dans la société française. Donc, s'il y a une division de la société française, c'est pour d'autres raisons.

- Ces raisons, je crois qu'elles tiennent en fait aux divisions culturelles de la société française. Il y a entre les différents groupes, entre les différentes croyances, entre les différentes attitudes vis-à-vis de la vie ou de ses problèmes, en effet des différences profondes. Vous avez des pays dans le monde qui ont une culture commune, tout le monde croit la même chose, la France a eu des cultures communes. Elle a eu jadis la culture commune de sa foi religieuse, elle a eu au début du 19ème siècle la culture commune de sa foi révolutionnaire, et depuis la moitié de ce siècle, il n'y a pas de culture commune des Français. Il y a une addition de croyances contradictoires.

- Il n'y a qu'à voir d'ailleurs les discussions entre les groupes : ils ne parlent pas de la même chose, ils ne parlent pas le même langage. Il faut reconstruire l'unité culturelle de la France.

- Il faut que lorsqu'ils se rencontrent, ils ressentent plus profondément leur identité culturelle, c'est-à-dire qu'ils se reconnaissent comme semblables, comme des Français les uns et les autres, au lieu de ressentir d'abord leurs différences ou leurs antagonismes. et ceci suppose un grand

effort d'éducation et un grand effort de culture.

- C'est le système éducatif qui avait assuré l'unité culturelle française, et il faut à la France à nouveau un système éducatif qui lui rende son unité culturelle. Ce sera une des grandes tâches du septennat nouveau.\

Voilà ces dix propositions pour la France, et quant à la manière de les présenter, de les aborder, je conclurai comme je l'ai fait au-cours de mes quatre premières réunions.

- Nous devons présenter ces propositions comme résultant de l'alliance du coeur et de la raison. Je crois qu'un pays est toujours malheureux lorsqu'il est déchiré entre son coeur et sa raison, c'est-à-dire lorsque d'un côté on lui présente des choses qu'il voudrait faire et qu'il sait qu'on ne peut pas faire, et que de l'autre côté on lui explique ce qu'on peut faire, mais qu'il sent que la chaleur humaine n'y est pas présente.

- C'est pourquoi je souhaite que dans cette campagne vous apparaissiez comme ceux qui réalisent l'alliance du coeur et de la raison, et je suis convaincu que si ce sentiment est ressenti par les Françaises et par les Français, ils apporteront leur soutien massif, vous verrez, le 26 avril et le 10 mai à l'alliance du coeur et de la raison.\